

---

# L'extrémisme de droite en Allemagne

---

**Bernd Wagner**  
**Mai 2005**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

# Introduction

---

La notion, les dimensions, les conséquences et l'origine sociale de l'extrémisme de droite font en Allemagne l'objet d'un débat controversé, aussi bien au sein de la classe politique que dans la communauté scientifique et l'opinion publique. L'idée selon laquelle l'extrémisme de droite doit être rejeté et combattu fait certes l'objet d'un consensus démocratique. Les divergences d'opinion apparaissent lorsqu'il s'agit de qualifier certains phénomènes extrémistes, de savoir quelles réflexions et quelles attitudes méritent d'être tabouisées. Cette problématique s'est illustrée à maintes reprises, que ce soit dans les débats sur la culture de référence (*Leitkultur*)<sup>1</sup>, l'immigration<sup>2</sup>, les affaires Möllemann<sup>3</sup> et Hohmann<sup>4</sup>, l'antisémitisme, ou au sujet de l'évaluation du potentiel électoral des partis d'extrême droite. Dans l'opinion publique, le débat est rythmé par des événements qualifiés de scandaleux, comme l'entrée du NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschlands) au Parlement du Land de Saxe et de la DVU (Deutsche Volksunion) au Parlement du Land de Brandebourg en 2004, ou encore le meurtre d'un Africain dans un parc de la ville de Dessau (Saxe-Anhalt) en l'an 2000 et l'attentat à la bombe à Düsseldorf en juillet 2000. Tout en jouant un rôle important dans la dénonciation publique du scandale, les médias se gardent le plus souvent d'analyser les structures profondes et l'importance du syndrome extrémiste.

Il semble qu'à chaque événement, la discussion sur les causes et les stratégies de combat reparte de zéro, au lieu de prendre en considération les enseignements de l'histoire et de la comparaison. La recherche, qui pourtant serait prédestinée à une telle tâche, apporte assez peu de nouvelles connaissances ; il est d'ailleurs surprenant que la République

---

Bernd Wagner est directeur de la société ZDK Demokratische Kultur GmbH, Berlin : <[www.zentrum-demokratische-kultur.de](http://www.zentrum-demokratische-kultur.de)>. Cette « société pour la culture démocratique » analyse les problèmes liés en Allemagne à l'extrême-droite, participe à l'élaboration de stratégies pour lutter contre cette dernière et gère un programme d'aide aux personnes souhaitant quitter les milieux de l'extrême-droite (<[www.exit-deutschland.de](http://www.exit-deutschland.de)>). Traduction de l'allemand : Patrick Le Bihan.

<sup>1</sup> En l'an 2000, Friedrich Merz (CDU) a déclenché une polémique sur la pertinence d'une culture de référence allemande, qui serait le vecteur d'une identité collective fondée sur une langue et un système de valeurs auxquels tous les résidents en Allemagne pourraient/devraient s'identifier. Pendant plusieurs mois, le débat a porté sur les éléments constitutifs de l'identité allemande, et sur le niveau d'adaptation qu'il est légitime/nécessaire d'exiger de la part des immigrants.

<sup>2</sup> Voir S. Angenendt, « La nouvelle politique de l'immigration de l'Allemagne », *Note du Cerfa*, n°21, avril 2005.

<sup>3</sup> Au printemps 2002, le vice-président du parti libéral (FDP) Jürgen Möllemann a commenté les attentats suicide au Proche Orient de la manière suivante : « Moi aussi je me défendrais, et avec violence... Et je ne le ferais pas seulement dans mon propre pays, mais aussi dans celui de l'agresseur. » Non seulement il ne présente pas ses excuses au président du Conseil central des juifs allemand, qui lui reproche de poursuivre « une tradition dangereuse ». Mais il soutient également le député Jamal Karsli qui, dans un journal d'extrême-droite, condamne la politique de Joschka Fischer au Proche Orient, qu'il juge trop favorable à Israël.

<sup>4</sup> Le jour de la fête nationale, le 3 octobre 2003, le député CDU Martin Hohmann a tenu un discours jugé antisémite, qui lui a valu une exclusion rapide de son parti.

fédérale ne dispose pas d'une recherche académique indépendante sur le sujet. Le problème de l'extrémisme de droite joue un rôle particulièrement important dans l'espace politique, quand naît l'impression que l'appareil politico-étatique est mal piloté. À de tels moments, les gouvernants exigent de la part de la société des efforts constants. Mais cette exigence est unilatéralement formulée à l'encontre de la police et de la politique, ainsi que de l'école et des activités en faveur de la jeunesse. En revanche, les stratégies conséquentes et intégrées sont rares. En effet, depuis la réunification, on ne prend pas suffisamment en compte un point essentiel, à savoir la relation entre culture démocratique, économie, social et extrémisme de droite en tant qu'action sociale globale. Par ailleurs, le rôle de la société civile fait l'objet de controverses entre les grands camps politiques, ce qu'attestent les dispositifs politiques et financiers de soutien à l'engagement civique. Certes, des initiatives ont été prises au niveau de l'État fédéral, ainsi que dans certains Länder, pour renforcer la société civile. Ce processus court cependant le risque de voler en éclats, puisque les décisions politiques sont influencées par des considérations budgétaires et peuvent pâtir d'un certain scepticisme ou refus politique.

Cet article vise à éclaircir les circonstances et les conséquences de l'évolution de l'extrémisme de droite en Allemagne durant les quinze dernières années. L'analyse s'appuie à la fois sur les résultats d'enquêtes de terrain et sur un travail d'intervention directe menée dans le cadre de l'analyse communale et régionale, ainsi que de l'aide à la lutte contre l'extrémisme de droite<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Cf. [www.zentrum-demokratische-kultur.de](http://www.zentrum-demokratische-kultur.de)

# L'évolution depuis 1990

Lors du tournant politique (*Wende*) en RDA et l'unification avec la République fédérale, l'extrémisme de droite en général était considéré à l'Ouest comme un modèle dépassé, qu'il s'agisse du néonazisme classique ou des idées du NPD ; et ce, malgré quelques succès de transfuges de la CDU au sein des REP (Die Republikaner). L'étonnement fut donc grand lorsque l'extrême droite a cessé d'être sur le déclin et a retrouvé à la fois partisans et acceptation intellectuelle. L'une des sources de ce renouveau a été l'héritage de la RDA, où est apparu dans les années 80 un mouvement actif, violent, tourné vers le « socialisme national », quoique non spécifiquement hitlérien. Ce phénomène était lié à l'existence d'une xénophobie culturaliste, que l'on peut qualifier de nationale-populaire (*völkisch*), héritée notamment des strates profondes de l'histoire allemande et de l'atavisme conservé et nourri en RDA.

La brusque extension de la politique d'asile ouest-allemande à l'ancienne RDA, sans politique de démocratisation et de sensibilisation aux droits de l'Homme<sup>6</sup>, a déclenché une vague de xénophobie, voire de pogromes contre les étrangers et tout particulièrement les demandeurs d'asile et leur hébergement, qui a perduré jusqu'en 1994. Les groupes et les réseaux néonazis ont constitué un potentiel de mobilisation extrêmement puissant, qui a rencontré chez les jeunes un paysage subculturel marqué par l'idéologie d'extrême droite et prenant spontanément de l'ampleur. Le premier meurtre, dont la victime a été Amadeu Antonio, était à déplorer en 1990 à Eberswalde (Brandebourg). La situation s'est aggravée par la transformation socio-économique dans les nouveaux Länder, qui s'est traduite dans la conscience collective par de nouveaux réflexes xénophobes.

Dans un premier temps, Le Bund et les Länder n'ont pas réagi de manière adéquate, évaluant la situation comme un simple mauvais comportement agressif de quelques adolescents. La répression n'a été renforcée que progressivement<sup>7</sup>. Depuis 1992 et jusqu'à aujourd'hui, les groupuscules néonazis particulièrement activistes ont été interdits. De nouvelles exigences ont été formulées à l'encontre des travailleurs sociaux qui, au regard de la situation, n'étaient que difficilement réalisables. Les partis d'extrême droite ne possédaient à cette époque qu'une faible importance. Ils ont cependant profité, à partir du milieu des années 90, du développement d'une vie culturelle extrémiste et moderniste : des groupes de musique se sont fait connaître, la mode et l'iconographie d'extrême droite ont pu se présenter comme une nouvelle forme de culture populaire,

---

<sup>6</sup> Le transfert des institutions parlementaires et du système juridique de la RFA doit être distingué de cela.

<sup>7</sup> Le Land de Saxe constitue une exception dans le domaine policier.

ce qui a augmenté le potentiel de ce mouvement et a permis la reproduction du syndrome extrémiste en général.

Jusqu'à aujourd'hui, de nombreux jeunes intègrent la scène d'extrême droite à travers la culture quotidienne, en particulier la musique des skinheads dont les textes violents ont souvent un contenu nazi, raciste, antisémite et antidémocratique. Ainsi, selon l'organe de protection de la constitution fédérale (*Bundesverfassungsschutz*), le nombre de groupes de musique d'extrême droite a augmenté en 2004 par rapport à l'année précédente (2004 : 106 ; 2003 : 95). Une augmentation des nombres de concerts de skinheads d'extrême droite a également été enregistrée. En 2004, 137 concerts ont eu lieu (2003 : 119), la majorité d'entre eux (80) en Allemagne de l'Est. Par ailleurs, il y a un nombre grandissant de groupes d'extrême droite représentant d'autres styles musicaux : gothic, neofolk industrial, black metal et même techno. Récemment, il y a un retour à la notion antimoderne et *völkisch* de la culture de l'époque nazie. Dans le domaine de la culture, on observe de façon tout à fait surprenante un degré élevé d'internationalité, lié à la représentation d'une « race blanche devant être libérée » (*zu befreienden weißen Rasse*). À cela s'est ajoutée une évolution stylistique persistante des mimiques, ainsi que des manières d'agir et de s'organiser, alors qu'en arrière-plan, l'idéologie demeurerait relativement constante. Depuis 1990 s'est établi un patchwork de l'extrémisme de droite allemand, en particulier à l'intérieur des différents mouvements, dans le domaine de la culture et des partis. Ce patchwork se modernise continuellement et constitue l'un des aspects d'une lente métamorphose. Les extrémistes de droite organisent de nombreuses manifestations rattachées à des événements historiques ou à des grands sujets de société<sup>8</sup>. Par ailleurs, ils s'efforcent de dominer et de contrôler des rues, des quartiers, d'établir une hégémonie culturelle, de créer des sociétés à part (*Kontrastgesellschaften*), ainsi que de monopoliser de nouveaux débats sociétaux.

L'aspiration à dominer l'ennemi public (les étrangers, la gauche), dont les principaux éléments sont la violence et la peur, a évolué de manière différenciée dans le temps et l'espace, montant et descendant comme la marée. En Allemagne de l'Est, le niveau général était élevé, et le reste d'ailleurs aujourd'hui. Depuis trois ans environ, les préoccupations portent essentiellement sur la question culturelle et la création de sociétés à part et fonctionnelles<sup>9</sup>, intégrant les relations économiques. Quoique l'extrémisme de droite ne soit pas parvenu à progresser de manière significative dans le domaine intellectuel (au sens d'une hégémonie culturelle), l'idéologie d'extrême droite est mieux placée qu'il y a dix ans.

Les cercles d'extrême droite ont commencé très tôt à utiliser les nouveaux moyens de communication. L'Internet et les systèmes de courrier électronique ont très rapidement été utilisés de manière fonctionnelle, même s'ils n'ont pas joué le rôle organisationnel espéré et n'ont atteint qu'un nombre réduit d'activistes. La situation est différente aujourd'hui. En 2004, le nombre de sites Internet gérés par des extrémistes de droite allemands oscillait autour de 950. En plus des sites, les services interactifs

---

<sup>8</sup> Il s'agit d'une spécialité de l'activiste hambourgeois Christian Worch.

<sup>9</sup> Cf. Bernd Wagner, *Rechtsextremismus und kulturelle Subversion in den neuen Ländern*, Berlin, ZDK, 1997.

de l'Internet sont de plus en plus utilisés. Cette évolution touche l'Allemagne toute entière.

On observe de manière continue dans le temps que le syndrome d'extrême droite s'exprime, au quotidien, plus fortement dans les nouveaux Länder. À l'origine de cet état de fait, on trouve des données socio-économiques, liées à des éléments de mentalité collective et combinées avec un traitement des mémoires historiques, ainsi que des effets psychotiques propres au milieu. Cette énumération n'est certainement pas complète, et une autre classification serait envisageable. Il s'agit donc d'un phénomène complexe. Certaines structures organisationnelles de la RDA ont été reprises par les néonazis - un héritage particulier. Leur existence était assurée dans le système de pouvoir - en proie à la crise - de la SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands). La majorité de la population de la RDA avait une aversion mentale contre les étrangers. La politique ouest-allemande, à partir de l'unité étatique, a transformé cette aversion en réflexes agressifs et nationalistes, ce qui montre que les droits de l'Homme ne sont que peu ancrés dans la pensée morale. Immigration, anomie du système de valeurs, régression économique et social, chômage de masse, qui représente pour de nombreuses personnes le sentiment désespérant de ne pas avoir sa place dans cette société : l'optimisme de la *Wende* a très rapidement été marginalisé. La démocratie en tant que système politique et de valeur est demeurée un objet étranger, qui finit par être rejetée. L'humiliation que ressentent de nombreux Allemands de l'Est, ayant l'impression de ne pas être pris au sérieux par la communauté nationale ouest-allemande, crée également un contexte favorable à l'implantation de l'extrême-droite. La réforme du marché du travail « Hartz IV »<sup>10</sup>, alors que celui-ci connaît des difficultés en Allemagne de l'Est, ainsi que l'élargissement de l'Union européenne, perçu comme un facteur de concurrence, sont des éléments qui renforcent la sensibilité à de tels arguments.

Quant à la relation des partis parlementaires avec l'extrémisme de droite, on constate de manière générale que ces derniers construisent leurs stratégies à partir du concept de *wehrhafte Demokratie* (démocratie apte à se défendre). En conséquence, les partis qui se situent à la droite de la CDU/CSU ne sont pas acceptés. Toutefois, les positions des conservateurs sont floues dans certains domaines idéologiques, ce qui permet l'intégration de populations plus nationalistes. On le voit lors des débats sur les politiques d'immigration et d'intégration des étrangers, dans le cadre des campagnes politiques menées au sujet de la *Leitkultur*, ainsi qu'à travers la définition ambiguë de la notion de peuple. Il est ainsi logique que les conservateurs adoptent des définitions plus restreintes de l'extrémisme de droite, ce qui influence leur évaluation de la situation et conduit à de vigoureuses confrontations avec la coalition rouge-verte. Actuellement, ce schéma se retrouve dans les débats sur la signification du patriotisme. De même, les programmes de soutien au développement de la société civile, que la coalition rouge-verte a mis en place au niveau fédéral, font l'objet d'assauts par l'opposition. Ainsi, les changements de majorité au niveau des Länder ont souvent conduit à une réduction du soutien des structures,

---

<sup>10</sup> Cette loi, dernier volet de la réforme du marché du travail du gouvernement Schröder (Agenda 2010) entérine à partir de janvier 2005 la réduction des allocations chômage et leur alignement sur le niveau (plus bas) de l'aide sociale. Cette réforme a déclenché durant l'été 2004 des manifestations hebdomadaires auxquelles de milliers d'Allemands ont participé, en particulier dans l'Est du pays.

n'appartenant pas à l'extrême gauche, qui s'opposent à l'extrémisme de droite. On doit supposer qu'un changement de gouvernement au niveau du Bund aurait les mêmes effets. Actuellement, des coalitions avec des partis d'extrême droite, voire des fusions de partis ne sont pas envisageables, ni au niveau du Bund ni au niveau des Länder, en raison de l'importance des droits de l'Homme pour l'identité des partis démocratiques et de leurs orientations économiques libérales.



# Les partis d'extrême-droite

On compte habituellement parmi les partis d'extrême droite : l'union du peuple allemand (Deutsche Volkunion, DVU), le parti des Republikaner (REP), ainsi que le parti national-démocrate (Nationaldemokratische Partei Deutschlands, NPD). Les services secrets allemands, qui ont pour fonction de protéger la Constitution, ont enregistré une légère diminution des personnes directement intégrées dans les structures d'extrême droite (2004 : 40 700 ; 2003 : 41 500). Cette évolution repose essentiellement sur une perte d'adhérents de la DVU et des REP. La tendance était inverse chez les néonazis, qui constituent un véritable conglomérat de groupes, de camaraderies, de maisons de production et de réseaux.

## Nationaldemokratische Partei Deutschland (NPD)

Le NPD a pu se consolider dans la deuxième moitié des années 90. Il a profité de l'évolution générale du syndrome d'extrême droite, tout particulièrement chez les jeunes. Selon les calculs comparatifs du NPD, le nombre des adhérents au parti âgés de 16 à 25 ans est passé de 700 en mai 1997 à 2 000 en janvier 2000. Le pourcentage de jeunes par rapport à l'ensemble des adhérents a progressé sur la même période et est passé d'à peu près 20% à plus de 33%. La moyenne d'âge est ainsi tombée de 45 ans et demi à 39 ans.

Sous le leadership de Udo Voigt, le parti s'est ouvert aux camaraderies nazies. Il a été possible d'intégrer une partie du réseau est-allemand développé, à partir de Berlin, par Frank Schwerdt pendant les années 90 et d'aplanir les frontières avec le milieu des camaraderies. Le *Kulturkampf* politique contre la démocratie de l'Allemagne fédérale a été mené à partir de positions pronazies et nationalistes et a été théorisé à partir du concept des trois piliers. D'après celui-ci, le combat doit être mené à la fois dans les têtes, dans la rue et au sein des parlements. Récemment, cette stratégie a été complétée par un nouveau mot d'ordre : il s'agit de mener le combat pour la « volonté organisée » (*organisierter Wille*). Ce principe qui rend compte de la volonté de créer un « front national allemand » (*deutsche Volksfront*), a été mis en œuvre avec l'accession au Parlement de Saxe en 2004. De manière générale, la stratégie a été saluée dans le camp de l'extrême droite, et l'importance du NPD dans ce milieu et dans l'opinion publique s'est accrue. Le parti s'est progressivement ouvert au milieu néonazi, réussissant à passer des accords électoraux avec le DVU. Cette manière de procéder a valu aux NPD et DVU leur succès lors des élections en Saxe et dans le Brandebourg. Après une certaine perturbation de la

relation, le parti s'est à nouveau ouvert aux milieux néonazis, d'ailleurs de façon démonstrative, et a offert des postes de direction à certains cadres des camaraderies néonazies. Le NPD a pu augmenter le nombre de ses adhérents en 2004 par rapport à 2003 (respectivement 5 300 et 5 000).

L'ascension fulgurante de ce parti à la fin des années 90 a conduit à un débat sur le NPD au Bundestag le 8 décembre 2000, puis à la demande d'interdiction du NPD déposée en 2001 par les organes suprêmes de la République fédérale. Cette demande a été rejetée par la Cour constitutionnelle pour des raisons de forme et non de fond, ce qui ne préjuge donc pas de l'inconstitutionnalité du parti. Cette procédure d'interdiction a finalement profité au NPD, puisque de nombreuses personnes le perçoivent depuis lors comme un parti légal. La perception du parti comme une tare s'est donc également réduite, même si elle est encore présente en raison des rapports du parti avec l'idéologie national-socialiste. Le parti et son mouvement de jeunes Junge Nationaldemokraten (JN) peuvent trouver du soutien dans un large spectre social. On l'a vu lorsque son journal, *Deutsche Stimme*, a organisé une fête le 8 août 2004 dans la ville de Mücka, en Saxe.

Depuis un certain temps, le NPD et les autres segments de l'extrémisme de droite thématisent plus fortement la question sociale, tout en insistant sur l'idée de communauté nationale (*Volksgemeinschaft*) et sur une critique particulièrement féroce, antiaméricaine et antisémite de la mondialisation. À cela s'ajoute un anti-impérialisme nationaliste qui contient également une « internationale » des mouvements de libération nationale, ce qui correspond au pluralisme ethnique du modèle de base. Ce mélange idéologique paraît plus convaincant aux yeux de nombreux sympathisants et électeurs en Allemagne de l'Est que le fondamentalisme rigide du national-socialisme. Le comportement électoral en Saxe, qui ne s'explique pas simplement par les difficultés sociales et la frustration engendrée par les lois Hartz IV, parle en ce sens : une voix exprimée sur dix a profité au NPD ; ce sont tout particulièrement les jeunes électeurs qui ont soutenu ce parti : 21 % des hommes âgés de moins de 30 ans ont voté pour l'extrême droite, ainsi que 20 % de ceux qui votaient pour la première fois. Selon un sondage effectué après les élections en Saxe, 96 % des électeurs du NPD estiment que le danger existe d'être envahi par les étrangers.

## **Deutsche Volksunion (DVU)**

Depuis 1990, le DVU a pu, sous la direction de Gerhard Frey, s'établir comme l'un des partis d'extrême droite les plus importants. Le parti n'a participé qu'aux élections où existaient une perspective de réussite et peut ainsi se vanter de succès importants. Ainsi, le DVU est parvenu à accéder aux Parlements de Brême en 1991 (6,2 % des voix) et du Schleswig-Holstein en 1992 (6,3 % des voix). Ces succès n'ont cependant pas été confirmés puisque le parti, quatre ans plus tard, n'a pu réintégrer ces Parlements, ayant remporté 2,5 % des voix à Brême et 4,3% au Schleswig-Holstein. Les différends au sein des fractions respectives, qui se sont scindées peu de temps après les élections, expliquent sans doute cet état de fait. Le DVU ne représente pourtant pas un phénomène fugace. Lors de

sa première participation à des élections en Allemagne de l'Est, dans le Land de Saxe-Anhalt, le DVU a atteint 12,9% des voix. En 1999, un député de la DVU a été élu au parlement de Brême, alors que dans le Brandebourg, le parti a dépassé la barre des 5%, avec 5,3% des suffrages exprimés. Ce succès a pu être réitéré en 2004. Depuis 2004, le DVU est représenté par six députés au Parlement du Brandebourg.

Avec près de 11 000 adhérents (11 500 en 2003), le DVU est demeuré en 2004 le parti d'extrême droite le plus important. Contrairement au NPD, le parti n'est que marginalement ancré au niveau local et régional. Il n'est que très peu actif sur le terrain et ne possède pas de structures de jeunesse, ni de relations avec les scènes culturelles d'extrême droite. Il s'agit d'un parti électoral, qui fait son lot des frustrations sociales, des sentiments nationalistes et de l'insatisfaction des citoyens concernant la vie politique de leur pays.

## **DIE REPUBLIKANER (REP)**

Le parti des républicains, créé en 1983 à l'initiative de deux anciens parlementaires de la CSU et du journaliste Franz Schönhuber, a déterminé durant plusieurs années les caractéristiques de l'extrémisme de droite allemand. Le NPD était à l'époque en crise. Le parti a profité alors du débat sur l'immigration, qui avait lieu en Allemagne de l'Ouest en raison du nombre croissant de demandeurs d'asile. Jusqu'à aujourd'hui, le sujet de l'immigration, que les REP traitent avec des paroles xénophobes, est un élément essentiel de leur programme politique.

En 1994, Schönhuber a été évincé de la tête du parti. Son successeur, Rolf Schlierer, s'efforce depuis de donner une image conservatrice au parti tout en maintenant de manière latente le caractère xénophobe de ce dernier. Ceci n'a pu empêcher la régression continue du parti ces dernières années, le nombre des adhérents diminuant de façon continue : il s'élevait à 15 000 en 1998, avant de passer à 14 000 en 1999, puis à 13 000 en l'an 2000 ; aujourd'hui, le parti ne compte plus que 7 500 adhérents (8 000 en 2003). Par ailleurs, de nombreux adhérents des REP ne cachent pas suffisamment leur proximité avec l'extrémisme de droite. Lors des élections européennes et des élections régionales de Thuringe, les REP ne sont par conséquent pas parvenus à obtenir plus de voix que les autres partis d'extrême droite. Depuis les élections régionales du Bade-Wurtemberg du 25 mars 2001, les REP ne sont plus représentés dans aucun des Parlements régionaux. Ils ont perdu 4,7% des voix par rapport aux élections précédentes : en 1992, ils avaient encore atteint 10,9% des suffrages. Les élections du Parlement de Hambourg, le 23 septembre 2001, ainsi que du Parlement de Berlin, le 21 octobre de la même année, n'ont fait que confirmer cette tendance : ils n'ont obtenu respectivement que 0,1% des voix (-1,7%) et 1,3% (-1,4%).

## **Les camaraderies des « nationalistes libres »**

L'évolution du milieu d'extrême droite, en dehors des partis politiques, était jusqu'à présent fortement liée aux idées du national-socialisme classique et de sa légitimation historique dans une situation d'oppression. Elle demeurait largement déconnectée du NPD. Ce milieu est très attaché à l'activisme, souvent violent. En raison de la volonté explicite de les mettre au ban de la société, il oscille entre une certaine forme d'hermétisme et l'effort de gagner en influence publique et sociale. Le choix entre ces deux options dépend des possibilités personnelles et structurelles des organisations, ainsi que de leur niveau de développement. C'est dans cet objectif que sont créées des structures militantes clandestines. Les camaraderies constituent un système communicatif et d'action à part, ce qui leur donne à ses membres le sentiment d'être persécutés de manière répressive et de devoir se libérer, eux et le peuple allemand, de l'occupation étrangère que représente le système démocratique. Dans ce contexte, divers bureaux d'action (*Aktionsbüros*) ont fait parlé d'eux par Internet.

À l'intérieur de ce spectre, les fondements idéologiques, ainsi que les options stratégiques et tactiques sont variables, ce qui rend la réalisation d'une unité particulièrement difficile. Le milieu se réserve le droit, dans le cadre d'une politique anti-antifasciste, d'identifier et de désigner les ennemis du mouvement, ainsi que de persécuter ceux qui font défection. Les camaraderies et leurs réseaux ont en partie une signification locale et régionale éminente. Elles sont en mesure de faire le lien entre des problématiques macro- et microsociales, ainsi que de provoquer l'acceptation consentie ou forcée dans la population. Les différences régionales sont frappantes, avec une opposition entre la campagne et la ville et une opposition est-ouest. Ainsi, le système de camaraderies dans le nord du Bade-Wurtemberg se distingue du système de Poméranie orientale par ses liens avec la population. On peut classer parmi les camaraderies divers groupuscules skinheads, comme les Hammerskinheads, ou les groupes Blood and Honour.

## **Groupuscules de jeunes à l'orientation extrémiste**

Certains groupuscules de jeunes (*peer-groups*), idéologiquement proches des milieux d'extrême droite, sont relativement autonome. En tant que groupes sociaux primaires, ils exercent la fonction de catalyseur pour la socialisation idéologique, culturelle et politique. Souvent, ils sont liés aux camaraderies néonazies, au NPD et à son mouvement de jeunes (Junge Nationaldemokraten, JN) ou encore à des groupes de skinheads d'extrême droite. Il est parfois difficile de les distinguer les uns des autres lorsqu'il existe des personnes pouvant les intégrer simultanément.

Le niveau idéologique et d'organisation est comparativement faible au sein de ces groupuscules. Leur vision du monde correspond plutôt à une bande dessinée simpliste et n'est pas portée par une volonté politique définie. Cependant, bien qu'elle soit réduite à quelques slogans, cette idéologie

forge aussi bien l'action au sein de ces compagnonnages que les consciences de ses membres ; en synergie avec les sentiments d'hostilité qu'elle véhicule, elle s'avère agressive. La composition sociale de ces groupuscules est d'extraction inférieure et de niveau d'éducation faible. Parmi eux, il existe des agglomérations locales temporaires, mais également des internats et des écoles professionnelles (*Schwarm*). Les camaraderies, ainsi que les autres segments de l'extrémisme de droite, recrutent au sein de ces groupuscules leurs bases ; plusieurs « carrières » de délinquants ou d'organiseurs ont d'ailleurs débuté dans ces milieux.

Certains groupes locaux de skinheads d'extrême droite, à faible niveau de qualification, ainsi que divers « milieux de videurs » (*Türsteherszenen*), font partie de ce segment. Leur mode de vie et leur orientation idéologique correspondent au monde de l'extrême droite, mais ils ne participent que peu à ses activités politiques. D'un point de vue superficiel, cela peut sembler positif. Mais ce phénomène relève d'une sédimentation culturelle et représente un fondement de l'extrémisme de droite politique. L'existence de ces groupes permet la reproduction des milieux d'extrême droite dans leur ensemble.

# La criminalité d'extrême droite

## Terrorisme

Pour le moment, il n'existe pas en Allemagne de structure terroriste d'extrême droite. On constate néanmoins, depuis plusieurs années, une tendance très développée au sein des camaraderies à la conspiration, à l'utilisation d'armes, à la simulation d'exercices militaires. Globalement, des scénarios de violence sont envisagés et les camaraderies n'ont pas peur d'utiliser méthodiquement et de manière intensive la violence, notamment contre tout ce qui leur semble « non-allemand » (*undeutsch*). C'est dans ce contexte que sont identifiés les ennemis, que l'on cherche à menacer, à molester. En résumé, il s'agit d'un militantisme contre la démocratie, ses processus, ses représentants, contre ceux que le système « avantage », et contre ceux qui, au sein de la société civile, le soutiennent. Dans certains groupes, on a pu constater une évolution significative en direction d'activités terroristes et pénalement répressibles.

## Violence

Il est difficile d'évaluer précisément la violence qui repose idéologiquement sur le nationalisme d'extrême droite. Seule une partie des actions violentes, en général les plus graves, est poursuivie pénalement. Le taux de réussite des instructions judiciaires est cependant élevé. La stratégie poursuivie par les autorités policières de certains Länder, durant les années 1990, s'avère payante de par ses conséquences préventives, même si cela n'a pas conduit à une réduction du nombre de délits. Il y a là un indice qui rend compte de la pression croissante du milieu, contenue toutefois par la répression. Cependant, actuellement, la répression n'excède pas cette pression du milieu. Dans certaines instructions pénales, il est nécessaire de la concentrer et de l'accélérer afin d'éviter les récidives et de contribuer à la prévention générale. Des problèmes persistent quant à l'évaluation pénale des actes de violence, ce que montre l'insatisfaction publique par rapport à la clémence des jugements. Cependant, la zone grise des actes criminels n'est pas étudiée. Il semblerait qu'elle soit importante.

Les services de sécurité allemands utilisent depuis 2001 un nouveau système d'enregistrement qui contient non seulement les attaques adressées directement au système politique, mais également exprimant la

haine et l'inimitié<sup>11</sup> vis-à-vis de certains groupes de la société. La violence d'extrême droite se situe depuis 1996 à un niveau élevé et globalement constant, même si une légère tendance à la hausse est perceptible. L'Office fédérale de la police judiciaire (*Bundeskriminalamt*) a constaté récemment que le nombre de délits motivés par une idéologie d'extrême droite a progressé de plus de 10% et s'élève à 12 051. Le nombre total des actes de violence motivés par une idéologie de droite a diminué faiblement (832 en 2004 ; 845 en 2003), alors que les actes de violence d'extrême droite a légèrement augmenté (776 en 2004 ; 759 en 2003). Le nombre de morts causées par des actes de violence d'extrémistes de droite depuis 1990 est controversé. Le 14 septembre 2000, lorsque les deux journaux quotidiens *Frankfurter Rundschau* et *Tagesspiegel* ont voulu « donner un nom aux victimes », à l'occasion d'une chronique consacrée aux violences d'extrême droite depuis 1990, un groupe de journalistes a évalué ce chiffre à 93.

Les victimes de la violence d'extrême droite peuvent être des personnes de couleur, des étrangers perçus comme étant « de culture envahissante » (*Überfremdungskulturen*), ceux qui ne sont pas allemands ou pas « ariens », ou dont la culture est supposée ne pas être allemande, c'est-à-dire les « punks », les « rastas », les Turcs, les personnes de gauche. L'objectif est d'exclure ces personnes de l'espace social proche. Les juifs, les « asociaux », les homosexuels, et de manière générale toute personne considérée comme gênante, sont également en ligne de mire.

La violence d'extrême droite n'est pas nécessairement l'unité de mesure appropriée pour évaluer les activités de l'extrême droite. Paradoxalement, la violence peut même reculer là où les affrontements pour le contrôle des espaces publics et sociaux se sont soldés par des victoires de l'extrême-droite. Celles-ci peuvent aussi entraîner le départ de personnes créatives, respectueuses des droits de l'Homme, jeunes en majorité. En l'absence d'« ennemis » et avec l'épuisement des « capacités » personnelles et intellectuelles des personnes concernées, la violence d'extrême droite peut diminuer. Inversement, là où les réseaux d'extrême droite agissent de manière particulièrement violente et agressive, la situation est fondamentalement précaire au regard des droits de l'Homme, et ceux qui sont touchés de manière permanente ont tendance à émigrer – ce qui n'exclut d'ailleurs pas des réactions efficaces d'adaptation et de résistance. Les domaines ne sont certes pas permanents, mais ont des répercussions psychologiques au-delà de leur région, même lorsque les causes disparaissent, car la sécurité publique n'est pas toujours signalisée et présentée. Un mot clé est celui des « zones de peur » (*Angstzone*), dont la substance reste à étudier.

---

<sup>11</sup> Voir les travaux de Wilhelm Heitmeyer, *Deutsche Zustände. Folge 3*, Francfort, Suhrkamp, 2004.

# Conclusion

L'extrémisme de droite s'est renforcé en Allemagne durant les quinze dernières années et peut, en différenciant encore ses formes d'apparition et en conquérant de nouveaux milieux sociaux, déployer une force d'intégration plus grande. L'extrémisme de droite a un fondement politique solide dans la jeunesse et a pu, tout particulièrement en Allemagne de l'Est, se faire une place dans la culture quotidienne et influencer des sociétés parallèles. Un milieu culturel florissant et très efficace s'est en effet développé. L'extrémisme de droite se situe dans une phase de métamorphose ou de modernisation, et menace massivement la culture démocratique, qui doit donc se renouveler et évoluer de façon permanente. Il représente un facteur politique au niveau communal et au niveau des Länder, mais pas au niveau fédéral. On ne peut cependant exclure une évolution dans ce sens à plus long terme. Il génère en tout cas des idéologies qui jouent un rôle virulent dans la formation de l'opinion publique et qui influent fortement sur les processus de décision démocratiques.